



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 26 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



GUIGNARD

La Prune
BP 143
36200 ARGENTON SUR CREUSE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement GUIGNARD implanté Les Ebeugnets 36190 POMMIERS. L'inspection a été annoncée le 19/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUIGNARD
- Les Ebeugnets 36190 POMMIERS
- Code AIOT : 0010002835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Arrêté préfectoral d'autorisation n°36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017 autorisant le renouvellement et l'extension de carrière.

L'exploitation de la carrière est située aux lieux-dits « Les Ebeugnets », « Les Bonnes » et « Les Vazouais » sur le territoire de la commune de POMMIERS. Le matériau exploité est du matériau éruptif (gneiss et leptynite) et l'extraction est réalisée à sec, à ciel ouvert (en fosse) au moyen d'explosifs. Le gisement abattu est chargé dans des tombereaux au moyen d'une pelle hydraulique sur chenilles. Les tombereaux alimentent la trémie primaire de l'installation de traitement des matériaux située au sud-est de l'emprise de la carrière. Cette installation de traitement des matériaux dispose d'une autorisation préfectorale qui lui est propre (Arrêté préfectoral n° 95-E-55 du 10 janvier 1995) et ne fait pas l'objet du présent rapport.

La production maximale autorisée est de 700 000 tonnes par an avec une moyenne sur 5 ans de 500 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Article 2.3.4.1 AP du 21/12/2017 : Extraction en gradins;
- Article 7.5.2 AP du 21/12/2017 : concernant la formation du personnel à l'utilisation des extincteurs et des gestes de premiers secours (attestation de formation);
- Article 7.5.3 AP du 21/12/2017 : réserve d'eau incendie n'est pas identifiée par une pancarte visible. (mise en place de la signalétique);
- Chapitre 1.5 AP du 21/12/2017 : distances de sécurité (distance Bords des excavations aux limites du périmètre autorisé et distance minimale séparant extraction et rivière La Gargillesse);
- Article 7.3.1. AP du 21/12/2017 : Circulation dans l'établissement (aménagement des voies de circulation pour que les engins des services incendie puissent évoluer sans difficulté, clôture du périmètre de l'établissement).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1	NC n° 1 – VI du 11/06/2021	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.5.2	NC n° 2 – VI du 11/06/2021	Sans objet
3	Ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.5.3	NC n° 3 – VI du 11/06/2021	Sans objet
4	Distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.5	/	Sans objet
5	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 20 décembre 2022, l'inspection a constaté qu'un seul écart concernant un front d'une hauteur supérieure à 15 m et de banquettes de largeur inférieures à 5 m.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction en gradins
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°1 - VI du 11/06/2021
Prescription contrôlée : [...] L'exploitation s'effectue à sec par gradins (6 au maximum) séparés par une banquette de 20 m de largeur minimum. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. [...]
Constats : L'inspection constate la présence d'un front d'une hauteur importante (supérieur à 15 m) et de banquettes de largeur inférieur à 5 m.
Observations : L'inspection des installation classées a constaté la présence d'un front de plus de 15 m de hauteur et de banquettes de largeur inférieur à 5 m. Cette non-conformité a déjà été relevée lors de l'inspection en date du 11 juin 2021. L'exploitant dans sa réponse par courrier en date du 8 novembre 2021 exprime le fait que le front est sécurisé et inaccessible. Dans le cadre de la visite du 20 décembre 2022, l'exploitant a précisé à l'inspection que la remise en état du site (remblaiement prévu pour cette zone avec les déchets d'extraction), permettra de régulariser cette situation. L'exploitant de la carrière doit transmettre à l'inspection une étude permettant de justifier de la stabilité du front, et un échancier permettant de sécuriser le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n° 2 - VI du 11/06/2021
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un moyen d'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie. Il forme son personnel à l'utilisation des extincteurs ainsi qu'aux gestes de 1er secours et s'assure d'un recyclage régulier de ces formations à la sécurité.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection, lors de la visite du 20 décembre 2022, l'attestation de formation en date du 12 octobre 2021 confirmant : - la formation du personnel à l'utilisation des extincteurs, - ainsi qu'aux gestes de 1er secours. L'exploitant s'assure d'un recyclage régulier de ces formations à la sécurité du personnel du site. Cette formation intitulée "Actualiser et perfectionner les connaissances de sauvetage et secourisme du travail" a été réalisée par le centre de formation professionnel MALUS le 23 septembre 2021. Ce constat permet de lever la non-conformité n°2 de l'inspection du 11 juin 2021. L'exploitant précise qu'une autre session de formation est prévue au premier semestre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Ressource en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n° 3 - VI du 11/06/2021
Prescription contrôlée : [...] Le réservoir d'eaux d'extinction est identifié par une pancarte toujours visible. [...]
Constats : Conforme
Observations : L'inspection des installations classées a constaté, le jour de la visite du 20 décembre 2022, la mise en place d'une pancarte visible identifiant le réservoir d'eaux d'extinction. Ce constat lève la non-conformité n°3 de la visite d'inspection en date du 11 juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Distances de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur de la rivière La Gargillesse s'écoulant d'Est en Ouest, au sud de l'emprise d'établir à 20m. [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection des installation classées a constaté que la distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur de la rivière La Gargillesse s'écoulant d'Est en Ouest, au sud de l'emprise est de plus de 20 m respectant ainsi les prescription de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (hors zones dont l'accès est prévenu par un merlon efficace). [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a constaté que les voies de circulation et d'accès sont maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Le site est clôturé sur sa périphérie (hors zones dont l'accès est prévenu par un merlon efficace).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet